

prêts à le préciser de nouveau. Je soulignerai d'abord ce qui n'est pas négocié. Notre capacité de soutenir le développement régional n'est pas négociée. Seuls les partis d'opposition mettent la question sur le tapis. Nos politiques culturelles et notre capacité de protéger notre identité nationale ne sont pas négociées. Les négociateurs savent que ce n'est pas négociable. Seuls les partis d'opposition ne cessent de ramener la question sur le tapis. Nos programmes sociaux ne sont pas négociables. Encore une fois, seuls les partis d'opposition soulèvent la question des programmes sociaux et tentent d'en faire l'objet des négociations. Ce sont eux qui tentent de faire de la culture, du développement régional et des programmes sociaux un enjeu des négociations, pas nous.

Nos négociateurs rencontrent les Américains aujourd'hui. Il n'est donc pas dans leur intérêt que nous mentionnions des positions précises de négociation. Je dirai cependant quels sujets sont négociés et pourquoi ils le sont. Les droits de douane sont négociés parce que nous savons par expérience que l'économie canadienne prospère quand ils diminuent. C'est même le cas du Pacte de l'automobile que l'opposition ne cesse de soulever. Les députés de l'opposition ne disent pas que les tarifs ont baissé régulièrement dans le cadre de l'Accord sur l'automobile. Les tarifs sur les véhicules ont baissé de 17,5 p. 100 environ à quelque 9,2 p. 100. Les tarifs sur les pièces d'automobile sont tombés de 25 p. 100 à 9,2 p. 100. Cela fait des années que nous réduisons les tarifs et nous voulons profiter des pourparlers commerciaux pour supprimer tous les tarifs applicables au commerce canado-américain d'ici 10 ou 15 ans, selon ce qui sera négocié.

Les obstacles non tarifaires sont négociables. Depuis le début des années 70, les obstacles non tarifaires au commerce ont proliféré. Certains sont évidents, comme l'imposition de quotas à l'importation. Certains ne le sont pas tellement, par exemple l'application de normes techniques ou hygiéniques pour des motifs protectionnistes plutôt que légitimes. Une autre question négociable est la façon de procéder pour les achats gouvernementaux. Nous voudrions bien cesser de favoriser uniquement les produits canadiens si les États-Unis cessaient d'accorder la préférence aux produits américains.

Comme le premier ministre l'a signalé aujourd'hui, si le gouvernement américain faisait 1 p. 100 de ses achats au Canada, cela créerait 75 000 emplois dans notre pays.

Les questions douanières sont aussi négociables. Nous voulons faciliter le commerce entre nos deux pays en réduisant la paperasserie administrative à la frontière. Cela réduira les frais des hommes d'affaires canadiens. L'agriculture est aussi visée par les négociations. J'ai déjà parlé des énormes problèmes internationaux qui existent dans le domaine de l'agriculture. Ces problèmes sont là parce que l'on n'a pas accompli suffisamment de progrès pour appliquer des règles internationales au commerce des produits agricoles.

Nous savons que nous ne pouvons pas résoudre tous nos problèmes commerciaux grâce à une entente bilatérale avec les États-Unis, mais nous pouvons en résoudre quelques-uns. Nous pouvons nous occuper de certains tarifs, nous pouvons nous occuper des normes de santé et nous pouvons nous occuper des mécanismes de règlement de conflits qui sont utilisés pour s'attaquer aux produits agricoles. L'agriculture est clairement visée par les négociations.

Les subventions et autres mesures semblables sont également négociables. Elles sont importantes pour le développement régional, car en vertu des lois commerciales existantes nous ignorons souvent quels genres de subventions sont possibles pour les plans de développement régional sans encourir de mesures de rétorsion américaines. Nous voulons des règles claires. Nous voulons savoir quels genres de programmes nous pourrions avoir pour favoriser le développement régional. Les règles internationales à ce sujet ne sont pas bien définies et les États-Unis cherchent à les élargir, comme nous l'avons vu à propos du bois de résineux et du prix des ressources naturelles. Nous voulons des règles plus précises dans les deux pays, car les États-Unis subventionnent également leurs produits. Nous voulons savoir ce que nous pouvons faire et ne pas faire. Nous avons besoin de programmes d'ajustement pour le recyclage, comme le faisait remarquer l'opposition. Il nous faut aussi des programmes pour les femmes.